



# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

*Une année remplie d'apprentissages, d'adaptations, de changements, d'innovations, de premières expériences, de bonification, de consolidation, de soutien et surtout d'entraide.*

---

## **Table des matières**

### **Action-Logement quoi ?**

Mission \_\_\_\_\_ 2

Un pas à la fois, il était une fois *Action-Logement Lanaudière* \_\_\_\_\_ 2

### **Ressources humaines**

La soif de connaissances et d'apprentissages pour un service de qualité \_\_\_\_\_ 6

Bonification et consolidation \_\_\_\_\_ 7

### **Vie associative**

Un conseil d'administration diversifié \_\_\_\_\_ 7

Un conseil d'administration impliqué \_\_\_\_\_ 8

### **Financement et projets**

Projets chroniques vidéos et projet colocation \_\_\_\_\_ 8

Bailleurs de fonds \_\_\_\_\_ 8

Projets terminés \_\_\_\_\_ 9

### **Mauvaise expérience en logement, un mal nécessaire**

Qui sont nos locataires ? \_\_\_\_\_ 9

Où habitent nos locataires ? \_\_\_\_\_ 10

### **L'éducation populaire autonome**

Séances d'information et de formation, nous moulins d'information \_\_\_\_\_ 10

Tornades de commentaires \_\_\_\_\_ 11

### **Mobilisation sociale, un vent de changement**

Pétition \_\_\_\_\_ 11

Réseaux de locataires \_\_\_\_\_ 13

**Activités de représentation** \_\_\_\_\_ 13

**Partenariats** \_\_\_\_\_ 14

**Activités d'action politique non partisane** \_\_\_\_\_ 15

**Conclusion et remerciements** \_\_\_\_\_ 16

**Fil de presse** \_\_\_\_\_ 16

**Lexique** \_\_\_\_\_ 16

---

## Action-Logement quoi?

Avant de mentionner les réalisations de l'année 2013, il importe de connaître la mission et la petite histoire d'*Action-Logement Lanaudière*.

### Mission

Dans le but d'améliorer les conditions de logement, *Action-Logement Lanaudière* est un organisme communautaire autonome régional en défense collective et individuelle des droits, pour les locataires lanaudois et lanaudoises de logements locatifs du secteur privé et qui favorise la transformation sociale. Nous communiquons de l'information sur les droits, démarches et ressources reliés au droit du logement en offrant de la formation et des activités d'éducation populaire autonome. Nous faisons aussi de la représentation afin de sensibiliser les diverses instances locales, régionales et nationales sur les conditions de vie et problématiques rencontrées par les locataires.

Nous travaillons indirectement, à titre préventif, à la diminution des facteurs de risque menant à l'itinérance sous toutes ses formes ainsi qu'aux causes des problématiques pouvant survenir en logement.

### Un pas à la fois; il était une fois *Action-Logement Lanaudière*...

14 novembre 2006

Après avoir effectué des recherches en collaboration avec *le réseau de la santé, la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL)*, par l'intermédiaire de son *Comité stratégique en habitation et logement social de Lanaudière*, une consultation se tient à laquelle 45 personnes présentes s'entendent pour créer un organisme à vocation régionale en défense des droits des locataires qui desservirait la région de Lanaudière.

Mars 2007

Le conseil d'administration provisoire demande au conseil d'administration de *l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière* de déposer un projet dans le cadre du *Fonds de développement régional (FDR) de la Conférence régionale des éluEs (CRÉ) de Lanaudière*.

Le projet déposé est accepté par *l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière* dans le cadre du *Fonds de développement régional (FDR) de la Conférence régionale des éluEs (CRÉ) de Lanaudière* (40 000\$).

12 février 2008

Tenue de l'assemblée générale de fondation d'*Action-Logement Lanaudière* à laquelle une trentaine de personnes sont présentes provenant de tous les secteurs de la région Lanaudière.

2008

Réception d'un montant de 15 000 \$ dans le cadre du *Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation (PAOC) de la Société d'habitation du Québec (SHQ)* qui a dû être remis à celui-ci faute de ressources humaines et financières suffisantes.

---

2008-2009

Première demande de financement récurrent au *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

Janvier 2009

Première demande de financement à *Centraide Lanaudière*.

5 mai 2009

Adoption, par le conseil d'administration d'*Action-Logement Lanaudière*, du document intitulé : « La situation des locataires dans Lanaudière : disparités préoccupantes, besoins oubliés ».

10 septembre 2009

*Action-Logement Lanaudière* et la *Table régionale des organismes de défense des droits de Lanaudière (TRODDL)* rencontrent Monsieur Daniel Jean, directeur du *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

2009 à ce jour

Contribution des député(e)s du caucus de Lanaudière dans le cadre du programme *Soutien à l'action bénévole*.

Hiver 2009-2010

*Action-Logement Lanaudière* procède à un sondage sur les principales problématiques des locataires de la région Lanaudière.

2009-2010

Deuxième demande de financement récurrent au *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

Obtention d'une reconnaissance par ce dernier sans toutefois être financé.

Juin 2009

*Action-Logement Lanaudière* devient membre de la *Table régionale des organismes de défense des droits de Lanaudière (TRODDL)*.

Janvier 2010

Deuxième demande de financement à *Centraide Lanaudière*.

2010

36 organismes renouvellent leur appui par écrit à *Action-Logement Lanaudière*.

15 décembre 2010

Rencontre avec Monsieur Daniel Jean, directeur du *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*, et Madame Ginette Galarneau, affectée à la direction adjointe de *l'action communautaire, philanthropique et gouvernementale*.

---

2010-2011

Troisième demande de financement récurrent au *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

Janvier 2011

Troisième demande de financement à *Centraide Lanaudière*.

2011

Contribution financière de deux communautés religieuses pour le fonctionnement général d'*Action-Logement Lanaudière*.

Février 2011

Délégation d'un collaborateur d'*Action-Logement Lanaudière* à la formation du *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)* intitulée : « Preuve et procédure devant la Régie du logement, exécuter ou contester un jugement ».

Février 2011

Action-Logement Lanaudière devient membre de la *Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)* et du *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)*.

Février 2011

Dépôt du projet « Loyez-y » dans le cadre du *Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires-volet Action communautaire et action bénévole au SACAIS*.

2011

Participation d'*Action-Logement Lanaudière* aux consultations locales (MRC de Joliette) et régionales de la *Conférence régionale des éluEs (CRÉ) de Lanaudière* dans le cadre de l'élaboration du *Plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale dans la région Lanaudière*.

2011-2012

Quatrième demande de financement récurrent au *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

Juin 2011

*Centraide Lanaudière* accepte d'apporter une contribution financière à l'organisme pour son fonctionnement général au cours des trois prochaines années.

1<sup>er</sup> décembre 2011

Ouverture d'un local à Joliette afin de dispenser des services en défense des droits auprès des locataires.

12 avril 2012

Lancement du site web d'*Action-Logement Lanaudière*.

---

21 mars 2013

Signature du protocole d'entente (2012-2015) avec *le Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*.

10 octobre 2013

Demande de financement au *Plan d'action régional en solidarité et inclusion sociale (PARSIS)*.

7 mars 2014

Demande de financement au *Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation (PAOC)*.

---

## Ressources humaines

De nombreux changements sont survenus dans les ressources humaines. Nous avons perdu Anne-Cécile Chauviaux comme agente de développement. Elle fut très impliquée dans la sollicitation de nos partenaires pour les séances d'informations. Suite à son départ, nous avons accueilli Amélie Pelland, intervenante sociale. À l'été 2013, l'organisme a perdu son coordonateur, Dave Ferland-Bérard. Ce changement implique donc un soutien nécessaire de la part du conseil d'administration pour la ressource restante. En octobre 2013, nous avons accueilli une nouvelle intervenante, Chantal Côté. L'organisme décide de mettre en place un fonctionnement de co-gestion impliquant donc une redivision des tâches. Amélie Pelland étant maintenant intervenante sociale et agente administrative et Chantal Côté, intervenante sociale et agente de développement, le conseil d'administration profite de l'année 2013 pour former ses intervenantes (administration, juridique, intervention) selon les tâches attriées.

## La soif de connaissances et d'apprentissages pour un service de qualité...

On peut dire que ce fut une année de formation! D'ailleurs, beaucoup de ces formations continuent en 2014. En voici la liste :

- La coordination, un art qui s'apprend ; formation échelonnée sur 6 rencontres d'une journée :
- 2 octobre 2013 : L'art de me situer au sein de mon organisme
- 30 octobre 2013 : L'Action communautaire autonome
- 8 novembre 2013 : Rencontre avec Lynda Allard du Réseau, coordonatrice d'expérience dans le cadre de ce programme de formation.

Les autres journées de formation sont prévues en 2014.

*Le Regroupement des comités logement et associations des locataires du Québec (RCLALQ) offre des formations juridiques au droit au logement (101, 201, 301, 401).*

- ✓ 15 avril 2013 : Formation 401 sur le code du logement (une intervenante)
- ✓ 1er octobre 2013 : Formation 101 ; Initiative aux droits et obligations des locataires et locateurs.

Les deux intervenantes participeront aux formations 201 et 301 en 2014.

Séminaire de la Commission des normes du travail. Une intervenante participe à ce séminaire fort intéressant intitulé : « Prévenir et gérer les situations difficiles en entreprise » qui permet de côtoyer des personnes de différents milieux dont beaucoup d'entreprises privées.

Formation sur le trouble de personnalité limite correspondant à l'équivalent en durée, de deux journées complètes (18 octobre 2013, 11 novembre 2013, 2 décembre 2013).

Formation d'une journée : Pacification des états de crise aigüe.

---

## Bonification et consolidation

L'équipe se réserve plusieurs moments dans l'année 2013 afin de réorganiser le bureau et la méthode de travail. Des outils de tenue de dossier ont été bonifiés et des outils de compilation statistique ont été créés pour qu'en début 2014, l'équipe de travail puisse les utiliser afin d'obtenir des données plus précises. Il y eu aussi une organisation des outils : qu'il s'agisse des documents légaux de l'organisme, des outils pour la défense collective et individuelle des locataires, d'un bottin des ressources les plus fréquemment utilisées et référées par *Action-Logement Lanaudière*.

## Vie associative

Il y a eu des changements importants dans la vie associative en 2013. À l'assemblée générale annuelle 2013, nous avons perdu Jacques Patenaude, anciennement président d'*Action-Logement Lanaudière* que nous avons remercié sincèrement pour son implication. Louis Rousseau fut élu lors de cette même occasion pour être sur le conseil d'administration devenant un représentant locataire. En octobre 2013, nous avons perdu notre président, Pierre-Hugues Sylvestre. Nous avons accueilli par la suite, France Desroches, travaillant à *l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'île Jésus* pour le volet logement en décembre 2013.

## Un conseil d'administration diversifié

À la fin de l'année 2013, le conseil d'administration était donc composé ainsi :

Hélène Arsenault, secrétaire

Intervenante budgétaire depuis 25 ans à *l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de Lanaudière* et négociatrice, depuis plusieurs années, auprès du service de recouvrement d'Hydro-Québec en faveur des client(e)s en difficulté. Elle a contribué, comme administratrice, au maintien et à la relance de *l'Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (CQC)*. Soulignons Hélène Arsenault pour son dévouement à la cause étant une des premières administratrices d'*Action-Logement Lanaudière*.

France Desroches, administratrice

Travaille à *l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'île Jésus* pour le volet logement.

Denise Gauthier, trésorière

Locataire de Repentigny et conseillère fiscale depuis 1986. Elle est impliquée dans *l'AQDR MRC L'Assomption* depuis 2004 et y a été administratrice de 2004 à 2010, période durant laquelle elle s'occupait de la comptabilité de l'organisme.

Sandra Morneau, présidente



---

Elle est présentement intervenante à *Propulsion Lanaudière*, un organisme qui offre de l'aide pour la recherche de logement ainsi que du soutien en logement pour les personnes vivant avec une problématique de santé mentale.

Louis Rousseau, vice-président

Locataire de Joliette, il est sensible aux situations vécues des locataires lanaudois et lanaudoises et est très impliqué dans le communautaire.

N'oublions pas Bernard Malo, organisateur communautaire du *Centre de santé et des services sociaux du Nord de Lanaudière* au CLSC de Joliette, présent pour l'animation des rencontres du conseil d'administration et offrant toujours son aide pour des besoins particuliers.

## Un conseil d'administration impliqué

En plus des rencontres régulières du conseil d'administration tenues pour la plupart mensuellement, ayant une nouvelle équipe en plein essor et en apprentissage à *Action-Logement Lanaudière*, le conseil d'administration a apporté son soutien par des ressources internes et externes. En effet, l'équipe s'est dotée d'une ressource externe pour des questions précises de nature juridique; l'apport de cette personne a été inestimable. Un membre du conseil d'administration a été mandaté pour apporter son soutien à une des ressources humaines pour les demandes de financement, un autre pour les questions de nature administrative et un autre pour les questions en matière d'intervention auprès des locataires. Il y eu également une rencontre avec un membre du conseil d'administration afin de prendre le temps de réviser le code d'éthique de l'organisme.

## Financement et projets

### Projet chroniques vidéos et projet colocation

Malheureusement, suite aux changements importants dans le conseil d'administration et dans les ressources humaines, il a été difficile pour *Action-Logement Lanaudière* de maintenir ses engagements. De plus, constatant la demande grandissante des demandes tant au niveau de la défense collective que de la défense individuelle, le conseil d'administration a dû prendre la décision de mettre en arrêt le projet de *chroniques vidéos* et de mettre en « pause » le *projet colocation*.

### Bailleurs de fonds

Rappelons la merveilleuse nouvelle : le 21 mars 2013 a été signé le protocole d'entente 2012-2015 avec le *Secrétariat d'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)*, une reconnaissance des efforts d'*Action-Logement Lanaudière*.

N'oublions pas *Centraide Lanaudière* avec qui nous avons une entente de 3 ans, un soutien très apprécié, également.

---

## Projets terminés

Nous avons eu le projet avec *Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI)* qui s'est terminé le 31 mars 2013 et reçu notre dernier versement pour le projet « Aide-toît » avec la *Fondation Béati* en octobre 2013. Rappelons que les deux projets visaient la réalisation de séances d'information sur les droits et obligations des locataires ainsi que la création des réseaux de locataires

Nous avons reçu aussi des montants des députés et députées Lanaudois et Lanaudoises dans le cadre du *Programme de soutien à l'action bénévole* pour l'année financière 2013-2014.

## Mauvaise expérience en logement, un mal nécessaire?

Avant d'introduire nos actions d'éducation populaire autonome, il importe de mentionner la défense individuelle. En effet, en 2013, il y a eu une explosion d'appels de locataires provenant des différentes MRC de Lanaudière. Ces demandes pouvaient venir de personnes ayant été présentes à nos séances d'information tout comme de nouvelles personnes qui ont été référées par différents organismes et instances. C'est grâce à ces demandes individuelles que nous pouvons, entre autres, orienter nos actions d'éducation populaire autonome.

En 2013, en dehors des appels ayant reçu une réponse immédiate à leur question, on compte 168 dossiers qui ont demandé un suivi plus ou moins long, donc plusieurs interventions. Il va sans dire que l'organisme devient de plus en plus connu et que dans bien des cas, les locataires nécessitent un accompagnement plus important. Nous visons toujours l'autonomie des locataires dans une vision d'empowerment afin que ceux-ci prennent pouvoir sur leur vie en faisant respecter leurs droits.

Toutefois, certains locataires nécessitent une aide plus spécifique, car ils ont des difficultés à rédiger des lettres ou besoin d'aide pour rédiger une mise en demeure (63,69%), ont besoin d'informations plus spécifiques, de conseils concernant leur dossier (23,81%) d'une aide pour être bien préparé pour une audience à la Régie du logement (8,93%). Ils peuvent aussi avoir besoin d'aide pour comprendre la documentation reçue.

## Qui sont nos locataires?

À *Action-Logement Lanaudière*, nous recevons principalement des appels de personnes prestataires de l'aide sociale, de l'assurance-emploi, ayant une pension de sécurité de la vieillesse et travaillant au salaire minimum. Attention, il y a également des personnes de la classe moyenne, car les loyers sont de plus en plus chers et personne n'est à l'abri lorsque l'on parle de droits brimés.

---

Ce sont des personnes habitant dans des logements, des chambres, des maisons mobiles, des maisons louées, etc. On constate une majorité de femmes avec un pourcentage important de 70,83% versus 29,17% d'hommes. Ce sont principalement des personnes âgées entre 36 et 75 ans pour un total de 67,96 %, mais nous touchons à tout groupe d'âge de plus de 18 ans soit : 25 ans et moins (12 %), 26 à 35 ans (16 %) et 76 ans et plus (4%).

## Où habitent nos locataires?

Il est intéressant de constater (parmi nos dossiers fermés en 2013) que les locataires proviennent des différentes MRC de Lanaudière. Étant un organisme à mandat régional, il est de notre devoir de venir en aide autant aux personnes du Nord que du Sud de Lanaudière, malgré une proximité des services plus difficile pour le Sud de Lanaudière. Voici un tableau représentant les dossiers selon la MRC:

MRC	Pourcentage (%)
Joliette	61,59 %
D'Autray	14,49%
L'Assomption	7,25%
Les Moulins	6,52%
Montcalm	5,07%
Matawinie	3,62%

Nous ne sommes pas étonnés que le plus grand pourcentage provienne de la MRC Joliette. Toutefois, nous sommes contents de pouvoir venir en aide à des personnes provenant des différentes MRC de Lanaudière. Nous sommes surpris du pourcentage important de dossiers en provenance de la MRC D'Autray.

## *L'éducation populaire autonome*

### Séances d'information et de formation, nos moulins d'information.

Nous tenons des séances d'information qui visent à renseigner, éduquer, outiller et sensibiliser les locataires sur les notions de droit au logement en lien avec les problématiques vécues en logement.

Nous avons tenu en 2013 différentes séances d'information dans tout Lanaudière. Nous avons planifié une vingtaine de séances d'information et seulement 4 rencontres ont été annulées par manque d'inscriptions ou de présences. Nous constatons recevoir de plus en plus de demandes de divers milieux pour nos séances d'information et ce, durant toute l'année; la ressource étant de plus en plus connue.

---

Toutes ces séances d'information nous ont permis de rejoindre les locataires ainsi que quelques intervenant(e)s de différents organismes pour un total d'environ 130 personnes. Le nombre de personnes par séance pouvait être très varié (entre 5 et 16 personnes). Elles nous ont permis de côtoyer diverses personnes :

- En situation de pauvreté par la *Maison populaire de Joliette, Groupe d'entraide En Toute Amitié, Action Populaire des Moulins et Café de rue solidaire de Terrebonne*
- Des personnes directement touchées par les problématiques de logement comme *La Hutte-Hébergement d'urgence Terrebonne ou l'auberge du cœur Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau*
- Après des jeunes grâce aux différents *Carrefours Jeunesse-Emploi*
- Après des femmes par le *centre de femmes Au cœur des femmes ou la Maison Parent-Aise.*

Nous avons remarqué que la plupart de ces séances ont été tenues dans les MRC Joliette, Matawinie, D'Autray et les Moulins. On constate que les MRC de l'Assomption et Montcalm ont été moins sollicitées de notre part et que nous n'avions pas eu de demandes de celles-ci.

Parmi les 20 séances réalisées, 2 furent spécifiques aux intervenant(e)s des *CLSC* de Joliette (5 personnes) et de Berthierville (8 personnes), des séances plus pointues leur permettant d'obtenir des informations plus spécifiques en matière de droit au logement.

## Tornade de commentaires

« Je crois que je viens de trouver la solution à mes problèmes grâce à votre équipe ».  
« Personnellement, je me préparais pour aller en appart. Et pour dire la vérité, je m'en allais les mains vides. Merci pour cette séance d'information. Bravo et bonne continuité ».

« Au début, je n'étais pas intéressé mais cela a vite changé ».

« Excellent. Cela me permet de mieux me défendre et d'aider d'autres personnes ».

## **Mobilisation sociale, un vent de changement**

### Pétition

*Action-Logement Lanaudière* étant sensible aux situations vécues des locataires, décide qu'il est temps d'agir sur différentes situations inacceptables.

En prenant en compte les revendications du *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ)*, nous avons réalisé une pétition demandant aux 7 députés et députées lanaudois et lanaudoises de nous appuyer sur

---

différentes revendications. Notons qu'il s'agit d'une **première mobilisation sociale importante** pour *Action-Logement Lanaudière* et nous en sommes très fiers. **Nous avons obtenu 755 signatures dans une courte durée d'action.** Voici nos demandes :

### **Mettre en place un code provincial du logement (pour la salubrité)**

Lorsque nous constatons selon les données du *Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)* qu'il y avait 6,7% de logements locatifs nécessitant des réparations majeures en 2006 dans Lanaudière et qu'en 2013, dans nos dossiers fermés, le plus gros pourcentage de nos demandes à *Action-Logement Lanaudière* représente des problématiques d'entretien, d'insalubrité ou des demandes de réparation (22,62%), on ne peut que comprendre l'ampleur du problème. Les locataires ont le droit de vivre dans des conditions sécuritaires pour leur bien-être et leur santé.

### **Réviser la gestion des offices municipaux d'habitation**

Nous demandons que les logements à prix modiques soient entretenus adéquatement. Il s'agit souvent d'immeubles vieillissants et un locataire vivant dans celui-ci a droit à la même sécurité et jouissance des lieux qu'un locataire vivant dans un logement privé. Il faut aussi s'assurer qu'il y ait une bonne communication entre les gestionnaires et les locataires afin de régler les conflits et problématiques qui surviennent.

### **Établir un registre des loyers**

Il faut établir un registre de loyer, car des propriétaires augmentent abusivement le loyer lors du départ d'un locataire. Malheureusement, la section G du bail concernant le loyer payé par le locataire précédent est trop peu souvent remplie par les propriétaires. Sans prendre en compte les appels à cette fin, nous avons eu 5,36% de dossiers en 2013 concernant les avis d'augmentation et de modification d'une condition au bail.

### **Investir davantage dans le logement communautaire**

Considérant les statistiques de 2006 publiées par le *Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)* que 34,9% de ménages locataires dans Lanaudière consacrait plus de 30% de leur revenu pour le loyer et que 15,6% consacrait 50% de leur revenu pour la même raison;

Considérant que les causes pour non-paiement de loyer ont augmenté de 23,4% de 2006 à 2012;

On ne peut qu'être inquiet pour les locataires. Il est primordial d'investir dans le logement communautaire et social, car il favorise par la même occasion des économies à la société et favorise la réinsertion professionnelle.

À *Action-Logement Lanaudière*, nous avons bon nombre d'appels impliquant des locataires ayant des difficultés à payer leur loyer. 17,26% de nos dossiers fermés en

---

2013 impliquaient une menace d'éviction ou une éviction du logement et 10,12% concernait les problématiques d'intimidation et de harcèlement.

Nous nous devons de remercier toutes les personnes qui se sont impliquées dans le cadre de cette mobilisation. Bravo à l'équipe de travail, au conseil d'administration, aux partenaires, bénévoles et aux locataires. Il s'agit aussi d'une trentaine d'instances qui se sont mobilisées pour la pétition :

*Centre Avec des Elles, Cible Famille Brandon, Joujouthèque, Maison des jeunes de Sainte-Marcelline, Coopération des Services Multiples de Lanaudière, Corporation de développement communautaire, Carrefour jeunesse-emploi Matawinie, Plein droits Lanaudière, L'Envol, Centre F.A.M des Moulins, Centre de femmes Montcalm, Centre Au Cœur des femmes, Comptoir alimentaire L'Essentiel, Maison Parent-Aise, Centre d'Intégration Professionnelle de Lanaudière, Association Carrefour Famille Montcalm, La Manne Quotidienne, MÉPAL, REPARS, Maison populaire de Joliette, La Hutte Hébergement d'urgence Terrebonne, Action Populaire des Moulins, TROCL, Le Réseau-Communautaire d'aide aux alcooliques et autres toxicomanes, l'ACEF, Action Dignité Lanaudière, Association pour les jeunes de la rue de Joliette et des personnes travaillant au Centre hospitalier régional de Lanaudière.*

Il y a aussi des propriétaires qui ont signé la pétition. Il est important de noter que les personnes qui ont signé la pétition provenaient d'un peu partout dans Lanaudière. Nous avons bien hâte, dans le rapport d'activité 2014, de vous faire part des suites de cette belle mobilisation.

## Réseaux de locataires

Malheureusement, les réseaux de locataires que nous voulions créer n'ont pu voir le jour. À cause de grands changements dans les ressources humaines et la vie associative et les demandes individuelles et collectives grandissantes, nous n'avons pas eu l'occasion de travailler sur ces derniers.

## Activités de représentation

Suite à une discussion avec Sébastien Trudel du *Centre en réadaptation en dépendance de Lanaudière*, une initiative est survenue. Nous voulions connaître davantage les difficultés rencontrées par les locataires dans Lanaudière et mettre en contact tous les organismes concernés par les problématiques en logement. C'est ainsi qu'une invitation a été lancée pour une rencontre portant sur la situation des locataires de Lanaudière, demandant aux partenaires concernés de venir échanger sur leurs inquiétudes et les solutions envisageables. Cette rencontre a eu lieu le 16 septembre 2013. **Quelle belle première expérience** pour *Action-Logement Lanaudière* en animation d'une rencontre de concertation et quelle participation !

En effet, une quinzaine de personnes étaient présentes :

Pierre-Hugues Sylvestre de *la Maison populaire de Joliette* et président d'*Action-Logement Lanaudière* à l'époque, Amélie Pelland, intervenante sociale à *Action-Logement Lanaudière*, Sébastien Trudel du *Centre de réadaptation en dépendance de*

---

*Lanaudière, Estelle Dionne de la Hutte-Hébergement d'urgence Terrebonne, Lucie Didié de la Table des partenaires du développement social de Lanaudière, Bianca Bourbeau, coordonnatrice régionale en itinérance, Brigitte Gronier du Suivi intensif dans le milieu, Bruno Lamarre de Plein droits de Lanaudière, Andréanne Dumaine du Réseau-Communautaire d'aide aux alcooliques et autre toxicomanes, Audrey Patenaude de Action DIGNITÉ Lanaudière, Sandra Morneau de Propulsion Lanaudière, Jacinthe Thériault et Sylvain Désalliers de l'Association pour les jeunes de la rue de Joliette et Ginette Tessier, attachée politique de Monsieur François Legault, député de L'Assomption.*

Les problématiques ressorties et les sujets discutés étaient les loyers trop chers, la discrimination, les enquêtes de crédit et demande d'endosseur, l'insalubrité, l'absence de bail, la recherche de logement, l'autonomie en appartement. Différentes solutions ont été abordées et il fut décidé de faire 3 rencontres par année afin de faire les suivis nécessaires sur la situation. Deux sous-comités furent créés : un visant la sensibilisation et un autre visant un registre de loyers et de logements adaptés ainsi que la création et l'application d'un certificat du bon propriétaire.

*Action-Logement Lanaudière participe aussi au conseil d'administration du Carrefour des organismes de Lanaudière, à la Table Action Prévention Itinérance Lanaudière (TAPIL) ainsi qu'au Comité stratégique en habitation communautaire de Lanaudière.*

Nous avons également participé aux assemblées générales annuelles de *l'Hébergement d'urgence Lanaudière, de REPARS, la Maison Populaire de Joliette, du Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MEPAL), l'Association pour les jeunes de la rue de Joliette, du Carrefour des organismes de Lanaudière (COL), le Réseau-Communautaire d'aide aux alcooliques et autres toxicomanes, l'ACEF, la Hutte-Hébergement d'urgence Terrebonne.*

Nous avons également assisté à l'ouverture officielle du *café de rue L'Original tatoué.*

## **Partenariats**

- ✓ Publication d'un article d'une initiative de Bianca Bourbeau, coordonnatrice régionale en itinérance, qui a réuni différents partenaires pour la réalisation d'un article dans le journal L'action. Cela a été une belle expérience et l'article a donné une belle visibilité aux différents organismes.
- ✓ Participation au comité de sélection pour le recrutement d'une ressource à *la Maison populaire de Joliette* dans le cadre du projet : *Ensemble pour notre monde.*
- ✓ Dépôt le 10 octobre 2013 d'une demande de financement *au Plan d'action régional en solidarité et inclusion sociale (PARSIS)*. Beaucoup de partenaires furent impliqués (*Groupe d'aménagement de logements populaires de Lanaudière, Regroupement des organismes en habitation communautaire de*

---

*Lanaudière, Table des partenaires du développement social de Lanaudière*) et se fut une déception que le projet ne soit accepté qu'en partie. Malgré une ouverture du conseil d'administration face aux changements possibles à la demande, il a été décidé de ne pas redéposer la nouvelle demande qui ne représentait pas la grande proportion du projet.

## **Activités d'action politique non partisane**

Amélie Pelland, le 25 avril 2013, a participé au colloque sur l'éducation populaire organisé par le *Mouvement d'Éducation Populaire Autonome de Lanaudière (MÉPAL)*.

Le 23 mai 2013, un membre de conseil d'administration (Louis Rousseau) et une personne de l'équipe de travail (Amélie Pelland) ont participé à une manifestation organisée par le *Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec* à Trois-Rivières contre les délais de la Régie du logement, entre autres.



Louis Rousseau et Amélie Pelland



Autres participant(e)s à l'action!

Pierre-Hugues Sylvestre, alors président *d'Action-Logement Lanaudière* et Amélie Pelland, intervenante sociale ont participé à l'assemblée générale annuelle du *Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ)* tenue en septembre 2013.



---

## **Conclusion et remerciements**

Pour conclure, on ne peut que constater que l'année 2013 ne fut pas une année facile pour *Action-Logement Lanaudière*. Beaucoup de changements sont survenus nécessitant beaucoup d'adaptations de l'équipe de travail et du conseil d'administration. Nous avons concentré nos efforts à la réorganisation de l'organisme en développant des outils pour améliorer notre fonctionnement et notre méthode de travail.

Une année de belles premières expériences quant à la création du comité sur la situation des locataires ainsi qu'une première mobilisation (pétition) concernant des revendications nécessaires. L'organisme a dû faire des choix pour s'assurer de répondre aux demandes de défenses individuelles et collectives. L'organisme a un souci d'offrir un service de qualité et c'est dans cette mentalité qu'il réfléchira avec créativité aux options possibles afin de répondre aux demandes grandissantes de défense collective et aux besoins de défense individuelle de façon efficace et rapide.

## **Fil de presse**

### **Communiqués de presse**

2013-03-13 : Vous quittez votre logement?

2013-02-28 : Une augmentation abusive de loyer, pas question!

### **Journal L'Action**

2013-01-28 : Hausse de loyer: la vigilance s'impose

2013-10-24 : Action-Logement Lanaudière interpelle les candidats

2013-12-16 : De plus en plus de sans-abri dans la région

### **Journal de Joliette**

2013-10-18 : Selon Action-Logement Lanaudière, le Municipal doit bouger

## **Lexique**

### **Définition de l'éducation populaire autonome**

Selon le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) :

« L'éducation populaire autonome, c'est...l'ensemble des démarches d'apprentissages et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.

---

## Définition de la transformation sociale

Selon la Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL) :  
« L'organisme vise, tant sur le plan collectif qu'individuel : l'appropriation des situations problématiques, la prise ou la reprise du pouvoir et la prise en charge. L'organisme démontre qu'il est capable d'identifier de nouveaux besoins, qu'il répond aux besoins du groupe visé, entre autres par sa participation à des luttes visant des changements à caractère politique ou conduisant à une plus grande justice sociale ou au respect des droits des citoyens (droits existants à faire reconnaître et il contribue à l'amélioration des conditions de vie et de travail ».